

BILAN ANNUEL 2025

Tribunal administratif de Nice



Marianne POUGET
Présidente du tribunal
administratif de Nice

L'année 2025 est pour le tribunal administratif de Nice celle de tous les records : en effectifs de magistrats, en nombre d'affaires enregistrées et jugées, en diminution du nombre de ses affaires les plus anciennes, en réduction de ses délais de jugement et en qualité de ses décisions.

Le tribunal a tranché de nombreux litiges touchant de près le quotidien des citoyens : implantation d'un parc photovoltaïque dans l'arrière-pays, réglementation des escales des bateaux de croisière, nombre de logements sociaux devant être réalisés par les communes, réglementation de la location des meublés à des fins touristiques.



Le tribunal a largement ouvert ses portes : aux élèves de la faculté de droit pour un grand procès fictif, mais aussi aux collèges et lycées pour leur faire découvrir les missions du juge administratif.

Impliqué dans la lutte contre toutes les formes de discrimination, le tribunal a constitué des binômes dans le cadre du Duoday et organisé une grande table ronde rassemblant élus, professionnels du droit, représentants du monde associatif sur la problématique des violences sexuelles et sexistes faites aux femmes.



Effectifs de la juridiction :

72

personnes dont :

29

magistrates
et magistrats

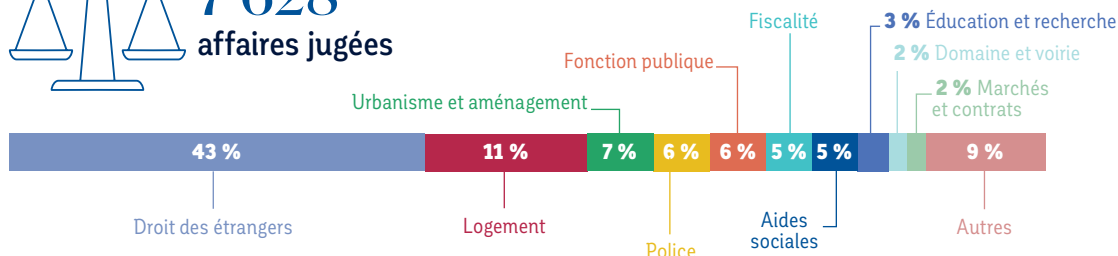
43

agentes et agents de greffe
et aides à la décision

2025 en chiffres



7 628
affaires jugées



Aides sociales : aides financières aux personnes (RSA), aux familles, à l'enfance, aux personnes handicapées ou âgées, aides médicales d'État, etc.

Domaine et voirie : intégrité et utilisation du domaine public (immeubles, voies, places, jardins, espaces verts, etc.)

Droit des étrangers : titres et visas de séjour, titres de travail, expulsions, extraditions, etc.

Éducation et recherche : inscription, déroulement et obtention des examens dans les établissements d'enseignement public et privé

Fiscalité : impôts locaux, impôt sur le revenu, TVA, etc.

Fonction publique : relations des fonctionnaires et des agents publics avec leur employeur

Logement : aides financières au logement, droit au logement opposable, organismes de HLM, etc.

Marchés et contrats : marchés passés par l'État et les collectivités territoriales avec des opérateurs privés

Police : mesures pour faire respecter la sécurité, la salubrité et l'ordre public (permis de conduire, débits de boisson, déchets, stationnement, immeubles insalubres, etc.)

Urbanisme et aménagement : permis de construire, droit de préemption, aménagement commercial, plans locaux d'urbanisme, etc.



1 489
affaires jugées en urgence (référés)

✚ 15 % par rapport à 2024



7 790
affaires enregistrées

✚ 9 % par rapport à 2024



10 mois et 13 jours
de délai moyen de jugement

- 68 jours par rapport à 2024



81 %
des décisions du tribunal ont été confirmées en appel



45
médiations engagées
80 % de taux de réussite